

## COMMUNIQUÉ DU SNUEP-FSU

Paris, le 11 décembre 2019

### Amplifier le mouvement : seule réponse valable aux annonces ministérielles

Les annonces du Premier ministre sur la réforme des retraites montrent que nos dirigeants refusent d'entendre la colère des personnels et leurs revendications. Le gouvernement n'apporte aucune réponse à la contestation historique qui s'organise dans l'ensemble de la société depuis le 05 décembre. Il refuse de réduire les injustices existantes notamment concernant les inégalités entre les femmes et les hommes.

Les professeur-es de lycée professionnel (PLP) [mobilisé.es](http://mobilisé.es) sont conscient-es de l'orientation ultra-libérale de cette réforme qui a pour seul objectif de baisser le montant de leur pension et d'augmenter l'âge de départ. L'alignement annoncé des pensions de l'ensemble des cadres A n'est aucunement une garantie du maintien des niveaux de pensions pour les enseignant-es. Au contraire c'est le risque d'un nivellement par le bas pour tou-ttes. Les PLP ne sont pas dupes des effets de manche de E. Philippe et de sa communication ministérielle qui ne résiste pas à l'épreuve de la réalité.

Le ministre Blanquer ose encore annoncer que son objectif est d'améliorer l'attractivité du métier, le bien-être et la santé au travail des enseignant-es. Pourtant, en imposant sa réforme, il a profondément dégradé les conditions de travail des PLP. Il n'a même pas daigné s'expliquer ni apporter des mesures suite à l'alerte sociale déposée par SNUEP-FSU au CHSCT ministériel qui a pourtant confirmé les risques psycho-sociaux liés à la réforme.

Concernant les salaires, rien n'est sur la table ! Les PLP n'ont aucune confiance en ce ministre et exige un budget dédié pour une revalorisation salariales immédiate sans contrepartie.

Pour le SNUEP-FSU, Ce n'est pas en martelant sans cesse les mêmes contre-vérités que le gouvernement calmera les ardeurs de la rue.

Par sa tentative de diviser les générations et les catégories, pourtant toutes lésées par le projet, le gouvernement démontre son cynisme.

Les PLP sont déterminé-es à maintenir la pression sur le gouvernement.

Le SNUEP-FSU soutient tous les établissements qui reconduisent d'ores et déjà la mobilisation. Il appelle tous les personnels des lycées professionnels à la grève dès le jeudi 12 décembre, à se retrouver dans les manifestations samedi 14 et à amplifier les mobilisations dans la grève interprofessionnelle le mardi 17 décembre.

Jeunes, retraité-es, salarié-es du privé et du public, disons haut et fort notre opposition à la retraite à points !

Plus que jamais nous pouvons gagner ! Ensemble mettons un coup d'arrêt à cette réforme injuste.

## Le gouvernement s'obstine

Dans un contexte de mobilisations historiques, les annonces du Premier ministre confirment que le gouvernement maintient son choix d'une retraite universelle par points ainsi que son calendrier d'élaboration d'un projet de loi. Il n'a donc pas pris la mesure des revendications et de la colère exprimées massivement depuis plusieurs jours dans les grèves et manifestations comme le 5 décembre dernier.

Le premier ministre n'a pas levé le flou sur les contenus de la réforme, il a en revanche confirmé la dégradation de la situation notamment avec la mise en place d'un âge pivot à 64 ans, la suppression de tous les régimes spéciaux et la fin du code des pensions. La FSU continue d'affirmer que cette réforme sera inégalitaire, notamment entre les femmes et les hommes, et qu'elle conduira à une baisse du niveau des pensions pour toutes et tous les salarié.es.

Les agents.es de la Fonction Publique seraient particulièrement impacté.es par les effets néfastes de ce nouveau système en particulier pour les bas salaires.

Les enseignant.es sont plus inquiet.es qu'ils et elles ne l'étaient déjà. Le Premier ministre, bien que reconnaissant les pertes, ne propose aucune solution et renvoie à des discussions sur les carrières et les métiers, ne levant le flou ni sur les compensations, si sur la revalorisation. En outre, il confirme ainsi les propos du ministre de l'Education nationale sur les contreparties inacceptables liées aux missions et au temps de travail. Il n'a eu aucun mot pour les personnels non-enseignants.

Les mesures concernant la transition avec une réforme applicable à partir des générations 1975 laisse à penser que nous pourrions accepter de laisser «l'héritage» d'un système des retraites défavorable aux générations à venir.

Il maintient le cap, joue la division entre les catégories et les générations, et confirme une réforme qui lèsera tout le monde.

C'est pourquoi la FSU appelle les agent.es de la Fonction Publique, les salarié.es, les jeunes, les retraité.es à poursuivre et amplifier les mobilisations et de s'engager avec force dans les actions décidées par l'intersyndicale interprofessionnelle du 10 décembre, dès le 12 décembre localement, puis le week-end, et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.

Clermont Ferrand, le 11 décembre 2019



Photo d'une partie de la manif de Bordeaux  
10 décembre 2019



## Toujours plus mobilisé-es pour gagner !

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, MNL, UNEF et UNL constatent que le mouvement contre le projet de réforme des retraites s'est inscrit depuis le 5 décembre dans la durée avec notamment des reconductions importantes de grève et avec l'entrée de nouveaux secteurs professionnels dans les actions de grève, de débrayages et de mobilisation.

La journée du 10 décembre a été un nouveau temps fort de cette mobilisation avec de nouveaux salarié-es du privé et davantage de jeunes.

L'opinion publique ne se laisse ni abuser par les opérations médiatiques du Gouvernement, ni par les tentatives d'opposer les uns aux autres. Les organisations syndicales dénoncent toutes entraves au droit de grève et de manifestation plus particulièrement envers les jeunes.

La synthèse des concertations rendue publique lundi n'a pas apporté d'éléments nouveaux depuis le mois de juillet. Les organisations syndicales pointent la responsabilité du gouvernement sur la situation sociale. C'est pourquoi, elles attendent que lors de sa prise de parole, le premier Ministre tienne compte du rejet massif exprimé par les mobilisations du projet de régime universel à point et retire ce dernier. Elles confirment leur appel à l'ouverture de réelles négociations sans préalable sur la base des propositions des organisations syndicales pour le renforcement et l'amélioration du système actuel par répartition, solidaire et intergénérationnel.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, MNL, UNEF et UNL appellent l'ensemble du monde du travail et la jeunesse à poursuivre et renforcer la grève y compris reconductible là où les salarié-es le décident. Elles appellent à organiser des actions de grève et de manifestations localement le 12 décembre, puis le week-end, et de faire du **17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.**

Communiqué de presse de l'intersyndicale / 10 décembre 2019

## Confirmation de Mutations



Les confirmations de mutations inter ne sont disponibles qu'en version papier au secrétariat de votre établissement et non sur i-prof. Ce document papier doit être complété et signé puis remis accompagné des pièces justificatives nécessaires au secrétariat de votre établissement, et envoyer une copie au SNUEP-FSU



26 rue Paul Mamert 33800 Bordeaux [snupepaquitaine@gmail.com](mailto:snupepaquitaine@gmail.com) 05 56 68 98 91 [www.bordeaux.snupep.fr](http://www.bordeaux.snupep.fr)

# Congrès national de la FSU : B. Groison liste les combats que doit mener la FSU



Publié le 10 décembre 2019 par

Bernadette Groison, secrétaire générale sortante de la FSU, a ouvert, hier 9 décembre, le congrès de la fédération syndicale unitaire à Clermont-Ferrand. Comme le veut la tradition, elle a listé les combats de l'organisation syndicale après la mobilisation "inédite" du jeudi 5 décembre qui a montré "combien les attentes sont fortes pour que soient améliorées les conditions de travail et de vie de toutes et tous". Et, ajoute-t-elle, "il s'agit maintenant d'amplifier le mouvement et de l'inscrire dans la durée". Elle prévient, la FSU appellera "à d'autres journées de grève et de manifestations" puisque "le gouvernement n'a pas pris la mesure de la colère, des inquiétudes face à un avenir incertain, du malaise social qui s'exprime. Il n'entend pas la désespérance des jeunes qui ne voient pas dans notre République, les promesses d'avenir."

Pour elle, "tous les signaux sont au rouge", mais les syndicats doivent "tout à la fois proposer, négocier et agir". Pour la part la FSU "ne veut pas du projet de réforme de retraites à point" mais "elle exige l'ouverture de réelles négociations pour obtenir un système de retraite plus juste, plus solidaire, plus pérenne" et elle est "prête" à "cette réforme-là".

Toutefois, la secrétaire générale est consciente de "la distanciation que des citoyen-nes entretiennent avec les organisations politiques ou syndicales", et il faut "chercher à comprendre mieux ce que disent les mouvements qui se développent en dehors de nous". Elle appelle à l'unité : "C'est pour en parler avec tout le mouvement syndical qu'elle s'est adressée à toutes les confédérations au mois de septembre. À ce jour seules la CGT et la CFDT ont répondu à cet appel et nous les avons rencontrées."

La syndicaliste élargit le champ au combat pour la planète et au "mouvement pour la justice climatique" : "Le clivage syndical sur un tel sujet est d'une énorme stupidité tout autant qu'il est contre-productif. Il est grand temps, puisque nous parlons le même langage, que nous parlions et agissions ensemble !"

Elle évoque aussi "un mal-être au travail" des personnels, "une souffrance qui conduit parfois au pire" Elle fait le lien avec la loi de transformation de la Fonction publique "qui met fin au CHSCT en les fusionnant avec les CT et prive les CAP des compétences tant sur la mobilité que la carrière". Sur ce sujet, "la bataille n'est pas terminée", annonce-t-elle, pas plus que sur les salaires ou sur les retraites, ou sur "la loi de l'école de la confiance, la réforme du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, et le tout apprentissage contre l'enseignement professionnel public", sur l'abrogation de l'ordonnance de 45 concernant la justice des mineur-es ou sur la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.

Sur l'égalité des femmes et des hommes, elle invite d'ailleurs les congressistes à regarder ce qui se passe au sein de la fédération. Lors des congrès départementaux préparatifs, "il y avait 43 % d'hommes pour 57 % de femmes. À l'arrivée à ce congrès : 54 % d'hommes pour 46 % de femmes...". Le congrès doit voter une modification statutaire prévoyant "qu'il y ait autant de femmes que d'hommes dans toutes ses instances".

Bernadette Groison évoque aussi d'autres combats pour la FSU : "Il nous faut remettre quelques débats à l'endroit, regagner l'opinion sur l'idée que l'impôt, juste et progressif, est le meilleur moyen pour assurer collectivement à toutes et tous de vivre dignement et dans de bonnes conditions (...). Il nous faut davantage participer à la construction d'une Europe démocratique et sociale, d'une Europe de l'égalité et des libertés, d'une Europe qui lutte efficacement contre le réchauffement climatique. Lutter contre la montée de l'extrême droite, préférer toujours le vivre ensemble plutôt que les fractures comme celle du Brexit, nous battre toujours pour une Europe plus humaine à l'égard des migrant-es poussé-es à fuir la situation de leur pays au péril de leur vie."